

**ASSOCIATION LES P'TITS CALINS
RUE PASTEUR
ZONE DU CHASSEREAU
SAINT GEORGES DE MONTAIGU
85600 MONTAIGU VENDEE**

**RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
A L'ASSEMBLEE GENERALE STATUANT SUR
LES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS
LE 31 DECEMBRE 2024**

**LIONEL DURAND
Expert Comptable
Commissaire aux Comptes
275 boulevard Marcel Paul – ZA Exapole Batiment I
44821 SAINT HERBLAIN CEDEX
Tél : 02.40.95.16.16 - Fax : 02.40.95.17.95
E mail : lionel.durand@cabinetdurand.com**



RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized 'S' followed by a circular flourish, located at the bottom right of the page.

P'TITS CALINS
Association
Siège social :
Rue Pasteur
Zone du Chassereau
Saint Georges de Montaigu
85600 MONTAIGU VENDEE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2024

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Les P'TITS CALINS relatif à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du **1^{er} janvier 2024** à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.8231-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Nos contrôles ont notamment porté au titre de l'exercice clos le **31 décembre 2024** sur la correcte application des normes en matière de comptabilisation des subventions perçues et à recevoir de la part des partenaires sociaux tels que la Caisse d'Allocations Familiales.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou



résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Herblain,
Le 18 avril 2025,


Le Commissaire aux comptes
LIONEL DURAND



COMPTES ANNUELS

A handwritten signature in dark ink, consisting of a stylized, cursive letter 'B' or similar character, located in the bottom right corner of the page.

Association Les P'tits Câlines

Actif		Au 31/12/2024			Au 31/12/2023
		Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles				
	Frais d'établissement Frais de recherche et développement Donations temporaires d'usufruit Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾ Immobilisations incorporelles en cours Avances et acomptes	4 046	3 628	417	873
	TOTAL	4 046	3 628	417	873
	Immobilisations corporelles				
	Terrains Constructions Inst. techniques, mat.out. industriels Immobilisations corporelles en cours Avances et acomptes	2 103 155 677	152 135 571	1 951 20 106	11 345
	TOTAL	157 781	135 723	22 057	11 345
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Actif immobilisé	Immobilisations financières				
	Participations et créances rattachées Autres titres immobilisés Prêts Autres				
	TOTAL				
Total I		161 827	139 352	22 474	12 218
Actif circulant	Stocks et en cours	5 742		5 742	4 879
	Créances				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés Créances reçues par legs ou donations Autres	25 583 184 348		25 583 184 348	24 485 165 645
	TOTAL	209 932		209 932	190 130
	Débite				
	Valeurs mobilières de placement Instruments de trésorerie Disponibilités Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	73 670 5 084		73 670 5 084	126 460 4 850
Total II		294 430		294 430	326 321
Frais d'émission des emprunts III					
Primes de remboursement des emprunts IV					
Ecart de conversion Actif V					
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)		456 258	139 352	316 905	338 540
Renvois	(1) Dont droit au bail				
	(2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières				
	(3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)				

Passif		Au 31/12/2024	Au 31/12/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	60 292	60 292
Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)			
Situation nette (sous-total)		60 292	60 292
Fonds propres	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	12 809	2 767
	Provisions réglementées		
	Total I	73 102	63 059
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	20 853	18 120
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	163 573	152 796
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	59 375	104 563
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		243 802	275 480
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		316 905	338 540
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Association Les P'tits Câlines

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations		
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service	321 718	297 461
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	652 875	578 101
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	216 660	180 905
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	28 310	27 617
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	198	361
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	1 219 764	1 084 447
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	118 156	116 869
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	60 161	52 087
	Salaires et traitements	814 172	737 530
	Charges sociales	226 711	177 386
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 916	5 149
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	4	71
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	1 226 122	1 089 093
1. Résultat d'exploitation (I-II)		-6 357	-4 646

		Du 01/01/2024 Au 31/12/2024 12 mois	Du 01/01/2023 Au 31/12/2023 12 mois
Produits financiers	De participations		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	3 914	3 538
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
Charges financières	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	3 914	3 538
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES IV		
	2. Résultat financier (III-IV)	3 914	3 538
	3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)	-2 443	-1 107
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	2 885	1 425
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Charges exceptionnelles	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V	2 885	1 425
	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI		
	4. Résultat exceptionnel (V-VI)	2 885	1 425
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		441	318
Total des produits (I + III + V)		1 226 563	1 089 411
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		1 226 563	1 089 411
EXCÉDENT OU DÉFICIT			
Evaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		11 371	5 896
Bénévolat		131 808	127 355
Total		143 179	133 251
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		131 808	127 355
Prestations en nature		11 371	5 896
Personnel bénévole			
Total		143 179	133 251

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos-le 31/12/2024

ASS Association Les P'tits Câlines



1 Informations générales

1.1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« La création, la gestion et l'exploitation par tous les moyens d'un établissement multi-accueil d'enfants de 0 à trois ans situé à Saint Georges de Montaigu (85) ».

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

1.2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité de gestion d'un établissement multi-accueil : cette activité s'est exercée dans le périmètre du canton de Montaigu (85).



2 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

2.1 Faits caractéristiques de l'exercice

Néant.

2.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant.



3 Principes et méthodes comptables

3.1 Principes, règles et méthodes comptables

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

3.2 Changement de règles et méthodes comptables

L'association n'a procédé à aucun changement de méthode, ni de corrections d'erreurs comptable au cours de l'exercice comptable.



4 Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

4.1 Actif immobilisé

À leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

- Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;
- Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;
- Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;
- Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,

Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Immobilisations		Valeur brut début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)		Valeur brute fin (D)
				Sorties	Virements	
Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	4 046	-	-	-	4 046
Immobilisations corporelles	Terrains	-	2 104	-	-	2 104
	Constructions	-	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	17 962	630	3 866	-	14 727
	Install. générales, ag. Am. divers	43 022	569	2 272	-	41 320
	Matériel de transport	-	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	89 236	13 869	3 474	-	99 632
	Immo. Corp. En cours	-	-	-	-	-
	Avances et acomptes	-	-	-	-	-
	Total III	150 221	17 172	9 612	-	157 781
Immobilisations financières	Participations	-	-	-	-	-
	Créances rattachées à des part.	-	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-	-
	Prêts et autres immo. financières	-	-	-	-	-
	Total IV	-	-	-	-	-
Total général		154 267	17 172	9 612	-	161 827

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Immobilisations		Amortissements début (A)	Augmentations (B)	Diminutions (C)	Amortissements fin (D)
Amortissements incorporelles	Frais d'établissement Total I	-	-	-	-
	Autres immobilisations incorporelles Total II	3 173	456	-	3 629
Amortissements corporelles	Terrains	-	152	-	152
	Constructions	-	-	-	-
	Install. Tech., mat., outillage	17 962	248	3 866	14 344
	Install. générales, ag. Am. divers	36 468	2 969	2 272	37 165
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Mat bur., informatique, mobilier	84 445	3 091	3 474	84 063
	Immo. Grevées de droits	-	-	-	-
	Total III	138 875	6 460	9 612	135 724
Total général		142 048	6 916	9 612	139 353

4.1.2.1 Modalités d'amortissements

Catégories d'immobilisations	Amortissement	
	Mode	Taux
Frais d'établissement	Linéaire	10 à 25 ans
Frais de recherche et développement	Linéaire	5 ans
Logiciels et progiciels	Linéaire	3 à 5 ans
Frais d'actes	Linéaire	25 ans
Terrains	Non amortissable	
Agencements de terrains	Linéaire	5 à 15 ans
Constructions	Linéaire	5 à 30 ans
Matériel et outillage	Linéaire	2 à 20 ans
Installations générales	Linéaire	3 à 15 ans
Matériel de transport	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 12 ans
Mobilier de bureau	Linéaire	3 à 15 ans

4.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Montant début	Montant début	Augmentations	Diminutions	Montant fin
Immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations financières	-	-	-	-
TOTAL	-	-	-	-

4.1.3.1 Amortissements et dépréciations - État de rapprochement entre ouverture et clôture

Amortissement et dépréciation	Début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Fin de l'exercice
		Amortissement	Dépréciation	Amortissement	Dépréciation	
Incorporelles	3 173	456	-	-	-	3 629
Corporelles	138 875	6 460	-	9 612	-	135 724
TOTAL	142 048	6 916	-	9 612	139 353	139 353

4.1.4 Précisions sur certains éléments de l'actif immobilisé

4.1.4.1 Frais d'établissement

Aucun frais d'établissement n'est inscrit à l'actif.

4.1.5 Informations relatives aux filiales et participations

L'association ne possède aucun titre de participation.



4.2 Actif circulant

4.2.1 État des stocks

La valeur brute des stocks est déterminée de la manière suivante :

- Matières premières et approvisionnements : 5 743 €
 - 1 002 € pour le stock Alimentation
 - 4 741 € pour le stock de matières consommables.

Catégorie de stocks appropriés à notre entité	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
Matières premières et approvisionnements	5 743	-	5 743
En cours de production de biens	-	-	-
En cours de production de services	-	-	-
Produits intermédiaires	-	-	-
Produits finis	-	-	-
Marchandises	-	-	-
TOTAL	5 743	-	5 743

4.2.2 Actif circulant / dépréciations

Rubriques	Situations et mouvements			
	(A) Dépréciations au début de l'exercice	(B) Augmentations : dotations de l'exercice	(C) Diminutions : reprises de l'exercice	(D) Dépréciations à la fin de l'exercice
Stocks	-	-	-	-
Usagers	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
TOTAL				

4.2.3 Charges constatées d'avance et produits à recevoir**4.2.3.1 Produits à recevoir**

Libellés	Montant
Subvention	180 307
Autres produits	4 042
Rabais, remises à obtenir	-
TOTAL	184 349

4.2.3.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance concernent des charges d'exploitation pour 5 085 €.



4.3 Fonds associatifs

Aucune distinction n'est faite entre le résultat définitivement acquis ou celui sous contrôle des tiers financeurs, soit pouvant être repris par un tiers financeur.

Une seule ligne est consacrée au résultat global de l'exercice sous la rubrique des fonds propres.

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

4.3.1 Fonds propres (hors report à nouveau et résultat de l'exercice)

L'apport sans droit de reprise implique la mise à disposition définitive d'un bien. Pour être inscrit en fonds associatifs, cet apport doit correspondre à un bien durable utilisé pour les besoins de l'association. Dans le cas contraire, il est inscrit en résultat.

4.3.2 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.



Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves					
« dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Report à nouveau	60 292	0	0	0	60 292
« dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »					
Excédent ou déficit de l'exercice					
Situation nette	60 292	0	0	0	60 292
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	2 768		12 928	2 885	12 811
Provisions réglementées					
TOTAL	63 060	0	12 928	2 885	73 103

4.3.3 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement	Montant global	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal	8 617	12 928	-	21 545
Quotes-parts virées au résultat	5 849	2 885	-	8 734
Montant net en fonds propres	2 768	10 043	-	12 811

4.4 Dettes

4.4.1 Précisions sur d'autres dettes

A la clôture de l'exercice, les charges à payer sont constituées des éléments suivants :

Intitulés	Montant
Factures non parvenues	8 870
Congés à payer	67 650
Personnel, charges à payer	16 839
Charges sociales à payer	23 677
Organisme sociaux, charges à payer	5 894
Etat, charges à payer	5 163
Factures non parvenues d'immobilisations	-
Partenaires	59 375
TOTAL	187 468

4.4.1.1 Produits constatés d'avance

Néant.

4.5 État des échéances des créances et des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L' ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations	-		
	Prêts	-		
	Autres	-		
DE L' ACTIF CIRCULANT	Créances Clients et Comptes rattachés	25 583	25 583	
	Autres	184 349	184 349	
Charges constatées d'avance		5 085	5 085	
TOTAL		209 932	209 932	

Prêts Accordés en cours d'exercice	
Remboursements obtenus en cours d'exercice	

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	À 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-			
Autres emprunts obligataires		-			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-			
	à plus d'1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers		-			
Fournisseurs et comptes rattachés		20 853	20 853		
Dettes fiscales et sociales		163 574	163 574		
Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés		-			
Autres dettes		59 376	59 376		
Produits constatés d'avance		-			
TOTAL		243 803-	243 803		

Emprunts souscrits en cours d'exercice	
Emprunts remboursés en cours d'exercice	
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physique à la clôture	



5 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concerne les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature.

5.1 Produits d'exploitation

5.1.1.1 *Ventes de biens et services*

Les ventes de l'association correspondent aux participations des familles.

5.1.1.2 *Concours publics*

Un concours public est une contribution financière apportée par une autorité administrative en application d'un dispositif législatif ou réglementaire (par opposition à la subvention, attribuée de façon facultative et objet d'une décision particulière).

Les concours publics comprennent :

- Les contributions financières d'une autorité administrative qui ne sont pas des subventions ;
- Les versements de participations, contributions ou taxes par un organisme collecteur.

Ils sont comptabilisés en produit au compte « Concours publics » en fonction des modalités propres au dispositif concerné.

5.1.1.3 *Subventions*

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits.

Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent.

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « Reports en fonds dédiés » en contrepartie du passif « Fonds dédiés sur subvention d'exploitation ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « Provisions pour risques et charges »

5.1.1.4 Tableau des subventions et concours public

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics					
Subvention d'exploitation			72 220	510 357	12 098
Subvention d'investissement				12 928	

5.1.1.5 Transfert de charges

Les transferts de charges représentent un montant de 28 312 € dont :

- 4 885 € des frais de repas,
- 10 948 € d'indemnité CHORUM,
- 11 961 € de remboursement OPCA.
- 518 € d'avantage en nature.

5.2 Résultat Financier

Le résultat financier de 2024 est de 3 914 €.

5.3 Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel de 2024 est de 2 885€.

5.4 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)

Une contribution volontaire en nature est l'acte par lequel une personne physique ou morale apporte à une entité un travail, des biens ou des services à titre gratuit. Ceci correspond à :

- Des contributions en travail : bénévolat, mises à disposition de personnes ;
- Des contributions en biens : dons en nature redistribués ou consommés en l'état ;
- Des contributions en services : mises à disposition de locaux ou de matériel, prêt à usage, fourniture gratuite de services.

Une contribution est une participation, sous quelque forme que ce soit, à la réalisation d'une œuvre commune.

L'entité qui apporte ou affecte des biens en nature isolés ou des sommes en numéraire, à une personne morale de droit privé à but non lucratif, ne bénéficie, par cette opération, d'aucun droit sur le patrimoine de cette personne morale bénéficiaire.

- Ces apports ou affectations sont comptabilisés en charge à la date de signature de la convention ou des statuts.
- Les apports ou affectations sont soit en numéraire soit en nature.
- Les apports en nature correspondent à l'apport de tout bien qu'il soit matériel ou immatériel autre que l'argent.

La valorisation des apports de biens ou autres services se fait par référence au coût réel comme par exemple la valeur locative des mises à disposition de locaux.

Nature de la contribution / modalités ayant permis de quantifier	Méthode de valorisation	Montant
<i>Obtenue :</i>		
Mise à disposition gratuite d'un local	réévaluation du loyer indexée sur l'indice INSEE	131 808 €
Temps passés par les salariés de Sodebo	Valorisation selon les rémunérations individuelles	11 371 €
<i>Offerte :</i>		

6 Informations relatives aux opérations et engagements envers les dirigeants

6.1 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

Les trois principaux cadres dirigeants de l'association sont le président, le trésorier et le directeur. Le président et le trésorier ont une activité de bénévoles au sein de l'association. Communiquer une rémunération amènerait à la diffusion d'une rémunération individuelle du directeur.

6.2 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

Honoraires des commissaires aux comptes	2024
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	3 840
Au titre d'autres prestations	



7 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié y compris celui mis à disposition de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	1	
Agents de maîtrise et Techniciens		
Employés	30	
Ouvriers		
TOTAL	31	



8 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

8.1 Les engagements de retraites et avantages assimilés

Notre entité ne provisionne pas ses engagements relatifs aux engagements de retraite.

Le montant de notre engagement total non provisionné s'élève respectivement à 33 510 € au 31/12/2024 contre 28 600 € au 31/12/2023.

La valeur retenue pour les principales hypothèses actuarielles et de leur base de détermination est la suivante à la date de clôture, comparée à l'exercice précédent :

— taux d'actualisation : 3.42 % / 3.40 %

— turnover :

Age salarié	Taux de turnover
0 – 19 ans	0 %
20-29 ans	7 %
30 – 39 ans	4 %
40 – 49 ans	1 %
50 – 59 ans	2 %
60 – 69 ans	0 %